

Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

Bonnes vacances et rendez-vous en septembre

Agenda social européen

Suite aux engagements pris par le Conseil de Lisbonne, la commissaire Anna Diamantopoulos a présenté une communication intitulée "Vers un nouvel agenda pour la politique sociale". L'agenda s'étend jusqu'à 2005, mais les actions sont concentrées sur les trois premières années afin de pouvoir, le cas échéant, les réorienter à mi parcours. Le document sera soumis au Conseil européen de décembre.

Il y est proposé, notamment, de lancer une procédure de consultation des partenaires sociaux sur la modernisation et l'amélioration des relations de travail; de compléter, consolider et améliorer la législation sociale de l'Union; d'adopter les propositions législatives en suspens sur le statut de la société européenne, l'information et la consultation des travailleurs. Divers documents seront publiés: communication sur les aspects sociaux des procédures de passage des marchés publics (2000), communication et conférence sur la responsabilité sociale des entreprises (2001); décision créant un forum des retraites pour examiner les problèmes des retraites complémentaires et de la mobilité (2000) et proposition d'un instrument de transférabilité des retraites (2002); communication sur les problèmes résiduels de libre circulation dans les services publics (2002); communication sur l'avenir de la protection sociale dans une perspective à moyen et long terme, axée sur les retraites complémentaires (2000); conférence avec les partenaires sociaux sur le fonctionnement des structures du dialogue social et propositions d'adaptations (2002).

Mme Diamantopoulos a précisé qu'elle avait écrit au commissaire Monti (concurrence), pour souligner la nécessité de tenir compte de l'aspect social dans les cas de fusions d'entreprises. En accord avec les syndicats et le patronat européen, elle a écrit aux 1000 plus grandes entreprises européennes pour qu'elle mettent en place des programmes de formation pour les travailleurs qui perdent leur emploi suite à une fusion. Selon elle, il faut "créer une sorte de réseau de protection sociale, ou filet de sécurité minimum, couvrant dans un premier temps les travailleurs ayant perdu leur emploi suite à une fusion et qui leur permette de subvenir de manière digne à leurs besoins".

Privatisation des entreprises publiques

La commissaire Loyola de Palacio veut lancer le débat sur le régime de privatisation des entreprises publiques, notamment le "golden share" qui permet aux Etats devenus actionnaires minoritaires de conserver des droits spéciaux au sein d'une entreprise privatisée et, le cas échéant, de s'opposer à une acquisition par une compagnie étrangère. A plusieurs reprises, la Commission a estimé que les Etats membres s'arrogeaient des droits indus, contradictoires avec la libre circulation des capitaux et de libre établissement ...

Wishing you nice holidays, we will be back again in September

European Social policy Agenda

Following commitments made at the Lisbon Council, Commissioner Anna Diamantopoulos presented a communication titled "Towards a new Social Policy Agenda" The agenda extends up to 2005, however most actions are focused over the first three years, in order to allow for a mid-term review and reorientation, if necessary. It will be submitted at the European Council in December.

The Agenda proposes, in particular, to launch a dialogue procedure with social partners on the modernisation and improvement of working relations; to complete, strengthen and improve Union's Social legislation; to adopt pending legislative propositions on the status of the European Union Society, information and consultation of workers. Several documents are to be published: a communication on the social aspects of public procurement proceedings (2000), communication and conference on corporate social responsibility (2001), a decision creating a Pensions Forum to address the issue of supplementary pensions and mobility (2000), and proposition for an instrument on transferability of pensions (2002), a Communication on remaining problems on free movement in the public service (2002), a Communication on the future of social protection in a medium and long perspective with particular reference to pensions (2000), a conference with social partners on the functioning of the social dialogue structures and propositions for adaptations (2002)

Mrs Diamantopoulos indicated that she had written to commissioner Monti (competition), to underline the necessity of taking into consideration the social aspect in mergers of companies. In agreement with both trade unions and European employers' associations, she has written to 1000 major enterprises, calling them to set up training programs for employees who lose their jobs following a merger. According to her, it is necessary "to create some kind of social protection network or a minimum security cover for, in the first place, workers who have lost their jobs due to a merger and which will allow them to meet their day to day needs in respectable conditions"

Privatisation of public enterprises

Commissioner Loyola de Palacio intends to launch a debate on the privatisation scheme of public enterprises and, in particular, on the "golden share" which allows states, which are minority shareholders in a privatised company, to maintain special rights within the company and to, should they deem necessary, hinder acquisition of the privatised company by a foreign one. On several occasions, the Commission has observed that States assumed unjustified rights, contrary to the right to free movement of capital and free establishment of companies within the common market.

au sein du marché unique et a entamé des procédures contre la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, l'Italie, le Portugal et le Royaume Uni. Avant toute décision, la commissaire souhaite tenir un débat sur la base légale de ces actions. Le seul texte explicitant les conditions d'attribution de pouvoirs spéciaux dans une société, est une communication interprétative sur les investissements intra-communautaires de 1997. Il y est précisé que ce type de procédure doit correspondre à des "raisons impérieuses d'intérêt général" et se fonder sur des "critères objectifs, stables et rendus publics", ce qui lui semble ni clair, ni suffisant. Plutôt que de s'en remettre à la Cour de justice, au cas par cas, Mme de Palacio estime qu'un texte plus explicite de la Commission est nécessaire. Ce n'est pas la position du commissaire Bolkestein (marché intérieur).

Cour de justice

Pour la première fois, la Cour sanctionne un Etat membre pour inexécution d'un de ses précédents arrêts. Elle a condamné la Grèce à payer une astreinte de 20 000 euros par jour pour ne pas avoir exécuté un arrêt de 1992 (environnement), pour manquement aux obligations qui lui incombaient en vertu de l'article 171 du traité et pour la durée considérable de l'infraction (arrêt C-387/97 du 4 juillet 2000). La Cour ne s'est pas prononcée du seul point de vue juridique, elle a examiné la situation sur le terrain et estimé que des difficultés internes ne peuvent pas justifier l'absence de respect des obligations communautaires. L'article 171 du traité de Maastricht était resté inutilisé jusqu'à présent. La Cour avait été saisie par la Commission européenne qui a constaté que la menace d'une nouvelle condamnation et d'une astreinte est, en général, suffisante pour amener les Etats membres fautifs à se mettre en règle. Le service de presse de la Cour a, pour sa part, indiqué que "En application du traité de Maastricht la Cour développe une jurisprudence nouvelle incitant au respect immédiat du droit communautaire par les Etats membres".

Deux affaires analogues sont pendantes devant la Cour pour lesquelles la Commission a proposé l'application d'une astreinte, l'une concerne la France (travail de nuit des femmes), l'autre la Grèce (reconnaissance des diplômes).

Libéralisation du rail

Le Parlement européen vient d'adopter en seconde lecture son rapport sur la modification de la directive 91/440 (développement des chemins de fer communautaires). Contrairement au compromis auquel était parvenu le Conseil de décembre 1999, au bout d'un an de discussion difficiles, et qui avait limité la libéralisation au réseau transeuropéen de fret, le Parlement préconise la libéralisation complète de l'ensemble des chemins de fer européens (fret international et national, voyageurs international) pour 2010. Dans le cadre du processus de codécision, une procédure de conciliation sera nécessaire. Le commissaire Liikanen (industrie) a estimé que la Commission ne pouvait pas accepter ces amendements, Mme de Palacio s'est montrée plus conciliante en annonçant la présentation de nouvelles propositions.

Le Parlement a également voté la modification de deux autres directives du "paquet rail" concernant i/ les licences des entreprises ferroviaires ii/ la répartition des capacités d'infrastructures, la tarification et la certification de sécurité. Une procédure de conciliation sera là aussi nécessaire.

Consequently, it has launched court procedures against Belgium, Denmark, Spain, France, Italy, Portugal and United Kingdom. Before taking any decision, the commissioner wishes to hold a debate on the question of the legal basis of such actions. The only text setting out conditions for the attribution of special powers in a company, is an interpretative communication of 1997 on intra-Community investments. The communication specifies that this sort of procedure must be justified by "strong motives of general interest" and should be based on "objective criteria, that are stable and made public", which appears to her to be neither clear nor sufficient. Rather than calling on the Court of Justice on a case by case basis, Mrs de Palacio feels that a more explicit text by the Commission is necessary. This is not the opinion of commissioner Bolkestein (Internal Market).

Court of Justice

For the first time the Court has condemned a Member State for not implementing one of its previous decisions. It has condemned Greece to pay a fine of 20,000 euro per day for failing to execute the 1992 decision (environment), for not respecting its obligation in accordance with article 171 of the treaty and for a considerably long period of breaching the law (decision C-387/97 of 4th July 2000). The Court did not make its decision from the legal point of view only, it equally examined the real situation in the country and observed that the internal difficulties would not have justified the non respect of Community's obligations. Article 171 of Maastricht had remained hitherto unapplied. The Commission had addressed the issue before the Court, considering that the threat of a new condemnation and of a penalty was, in general, sufficient to bring to order Member States at fault. On its part the press services of the Court has indicated that "In applying the Maastricht treaty, the Court is setting a new jurisprudence which will encourage member states to respect the Community's law"

Two similar cases are pending before the Court and, for both of them, the Commission has proposed the application of a penalty, one involves France (night duties for women), the other concerns Greece (recognition of certificates).

Railways liberalisation

The European Parliament has adopted, in second reading, its report on the amendment of directive 91/440 (development of railways in the Community). Contrary to the compromise reached, after a year of difficult negotiations, by the Council of December 1999, which limited liberalisation to trans-European fret network, the Parliament envisages complete liberalisation of all European railways (International and national fret, international passengers) by the year 2010. In the framework of joint decision making, a procedure of conciliation will be necessary. Commissioner Liikanen (industry) has considered that the Commission cannot accept these amendments, Mrs. de Palacio appeared more conciliatory by announcing the presentation of new propositions.

The Parliament has equally voted the amendment of two other directives on the "railways package" concerning i) railways companies licences ii) distribution of infrastructure capacities, tariffs and safety certification. A conciliatory procedure will, in this case too, be necessary.

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 40 42 50 24. Fax : (33-1) 40 42 13 78. E-mail : celsig@worldnet.fr. Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et *and* Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par Fax et E-mail. *Distributed by Fax and E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 80 €. *Subscription for 1 year: € 80*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.